

Où se trouvent donc les paradis fiscaux ?

Une comparaison des travaux de l'OCDE, du FMI, de la BRI, du Tax Justice Network et du EU Tax Observatory

Malgré son rôle central dans le débat sur l'évasion fiscale et l'évitement fiscal, il n'existe pas de définition uniforme d'un « paradis fiscal ».

Deux approches coexistent:

- i. **Une approche juridique**, axée sur l'évasion fiscale, visant les « juridictions non coopératives » en matière d'échange d'informations et de transparence ;
- ii. **Une approche économique**, axée sur l'évitement fiscal, visant les flux et stocks financiers « anormaux » dans les centres financiers offshore,

Fraude fiscale

- la dissimulation des profits, la fraude;
- évaluation par le Forum mondial de l'OCDE et la liste officielle de l'UE (listes noire et grise).

Évitement fiscal

- l'arbitrage réglementaire, l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS);
- Centres offshore identifiés par le FMI, la BRI, l'OCDE, Tax Justice Network et EU Tax Observatory (Tørsløv, Wier & Zucman).

La grande majorité des juridictions « non coopératives » en matière d'évasion fiscale ont un impact marginal sur les flux d'évitement fiscal.

À l'inverse, environ la moitié des flux d'évitement fiscal semblent profiter aux centres offshores qui, par ailleurs, « coopèrent pleinement » lorsqu'il s'agit de lutter contre l'évasion fiscale.

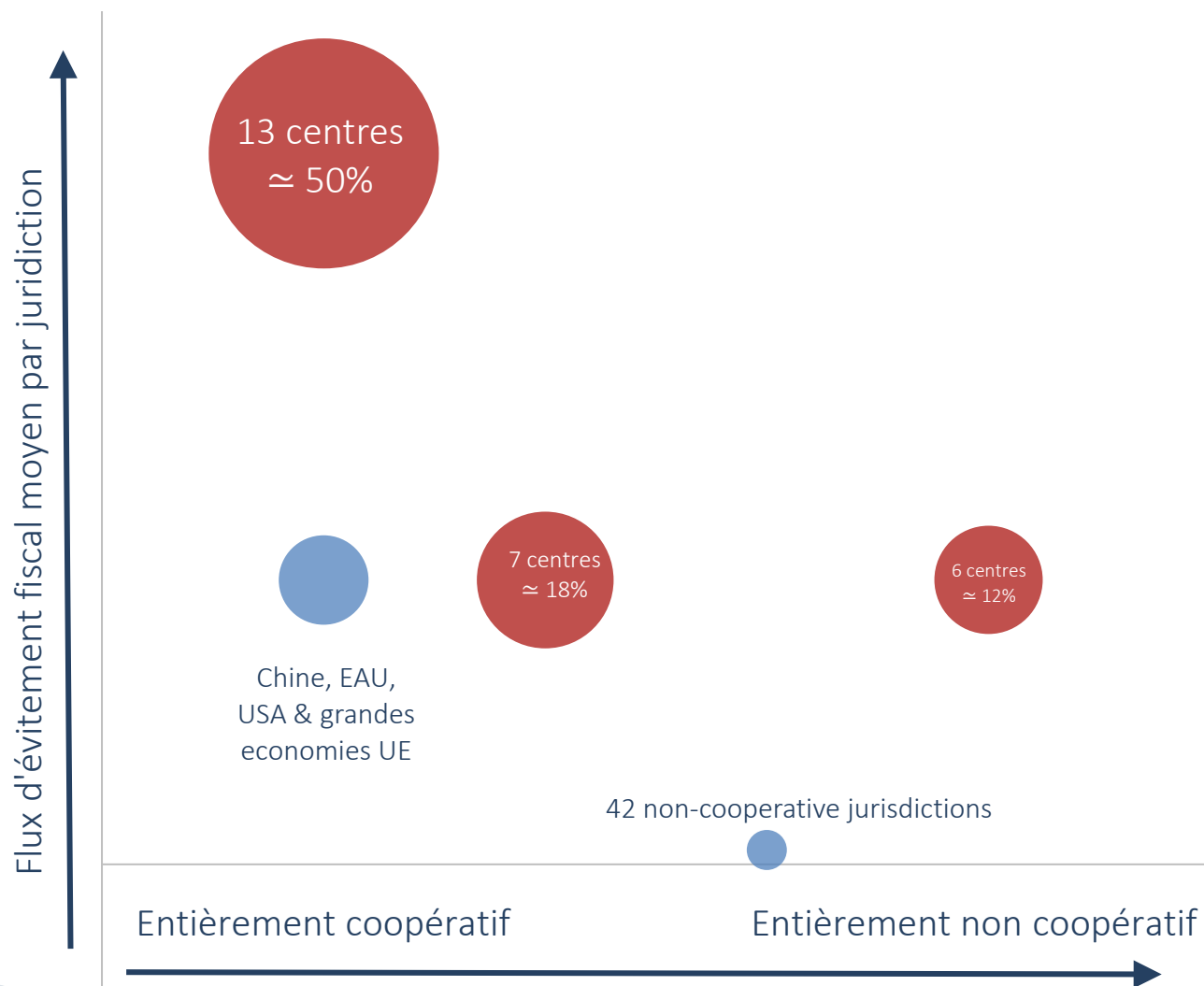
Évasion fiscale - Les mauvais élèves

Pays ne respectant pas 2 normes ou plus du Forum sur la transparence et l'échange

d'informations et/ou inscrit sur les listes de l'UE:

- **OCDE/Europe** : Chili, Costa Rica, Croatie, Israël
- **Territoires britanniques d'outre-mer** : Anguilla, Îles Vierges britanniques, Dominique, Montserrat, Îles Turques et Caïques
- **Territoires néerlandais d'outre-mer** : Aruba, Curaçao, Sint Maarten
- **Autres**: Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Belize, Panama, Seychelles, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Trinité-et-Tobago, Vanuatu

Les trois familles de centres offshore en matière d'évitement fiscal



6 centres offshore
« entièrement non
coopératifs »

Anguilla (R.-U.),
Bahamas, Îles Vierges
britanniques (UK),
Curaçao (NL), Malte et
Panama

Echange
d'informations &
transparence

2 manquements ou
plus aux standards du
Forum mondial

et/ou inscrit sur la
« liste noire » de l'UE

Impact sur les flux
d'évitement fiscal

13.7% de la
« contribution
mondiale aux abus
fiscaux » (indice TJN)

9.6% des « bénéfices
mondiaux transférés »
(EU Tax Observatory)

7 centres offshore
« modérément non
coopératifs »

OCDE/UE: Belgique,
Hongrie, Suisse

Autres: Barbade,
Gibraltar (R.-U.),
Hong Kong (CN), Îles
Marshall

Echange
d'informations &
transparence

1 manquement aux
standards du Forum
mondial

et/ou inscrit sur la
« liste grise » de l'UE

Impact sur les flux
d'évitement fiscal

14% de la
« contribution
mondiale aux abus
fiscaux » (indice TJN)

23,1% des « bénéfices
mondiaux transférés »
(EU Tax Observatory)

13 centres offshore
« pleinement
coopératifs »

OECD/EU: Chypre, Irlande,
Luxembourg, Pays-Bas,
Autres: Bermudes (R.-U.),
Îles Caïmans (R.-U.),
Guernesey (R.-U.), Île de
Man (R.-U.), Jersey (R.-U.),
Macao (CN), Maurice, Porto
Rico (États-Unis), Singapour

Echange
d'informations &
transparence

Respect de
toutes les normes
du Forum mondial

Impact sur les flux
d'évitement fiscal

42% de la
« contribution
mondiale aux abus
fiscaux » (indice TJN)
63% des « bénéfices
mondiaux transférés »
(EU Tax Observatory)

En conclusion

- Enumérer les « juridictions non coopératives » est important, mais insuffisant pour rendre compte du problème plus large de l'évitement fiscal (qui nécessite des réformes fiscales plus profondes à l'OCDE, à l'ONU, etc.)..
- Les centres offshore de la zone OCDE et en Europe jouent un rôle crucial en matière d'évitement fiscal. Le groupe « PLS » – Pays-Bas, Irlande, Luxembourg et Suisse – pourrait bien représenter environ 40 % des flux mondiaux d'évitement.

Lire l'article complet [ici](#)

Key sources

- OCDE: [Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales](#) / [Forum sur les pratiques fiscales dommageables](#) / [Liste des « pôles d'investissement »](#) / [Statistiques de l'impôt sur les sociétés](#)
- UE: [Liste des juridictions non coopératives](#)
- FMI et BRI: [Zoromé \(2007\)](#) / [Damgaard & Elkjær \(2018\)](#) / [Pogliani & Wooldridge \(2022\)](#),
- EU Tax Observatory: [Tørsløv, Wier & Zucman \(2019\)](#) / [Wier & Zucman \(2022\)](#)